

République du Sénégal
Un Peuple - Un But - Une Foi



**SEPTIEME REUNION DU GROUPE CONSULTATIF POUR LE
SENEGAL 2014**

**DISCOURS DE SON EXCELLENCE MONSIEUR LE PRESIDENT
MACKY SALL**

Paris, 24 février 2014

**Madame Yamina Benguigi, Ministre Déléguée
chargée de la Francophonie, Représentante de
la France, pays hôte,**

Mesdames, Messieurs les Ministres,

**Monsieur le Vice-Président de la Banque
mondiale,**

**Monsieur le Vice-Président de la Banque
africaine de développement,**

**Monsieur le Vice-Président de la Banque
islamique de développement,**

**Monsieur le Président de la Commission de
l'Union Economique et Monétaire Ouest
Africaine,**

**Monsieur le Commissaire européen au
développement,**

**Monsieur le Président de la Banque ouest
Africaine de développement,**

**Monsieur l'Administrateur Assistant et
Directeur du Bureau régional du PNUD pour
l'Afrique,**

**Mesdames, Messieurs les Chefs de délégations,
Mesdames, Messieurs les membres du Corps
diplomatique et Représentants d'organisations
internationales,**

**Mesdames, Messieurs les membres du secteur
privé et de la Société civile,**

Mesdames, Messieurs,

Chers amis,

Je souhaite d'abord saluer et remercier les
Autorités françaises, pour les facilités apportées
à la tenue de ce Groupe consultatif.

Je remercie également le Groupe de la Banque
mondiale et le Programme des Nations Unies
pour le Développement, pour le temps et les
efforts consacrés, à nos côtés, aux préparatifs et
à l'organisation de la rencontre.

Merci à vous tous, Mesdames, Messieurs,
partenaires institutionnels et du secteur privé,
d'être venus, nombreux, répondre à notre
invitation, et échanger avec nous autour de

notre vision et de nos priorités de développement économique et social.

J'ai tenu à participer personnellement aux travaux de ce Groupe consultatif, pour deux raisons. **D'abord**, pour marquer toute l'importance que j'accorde à ce dialogue ouvert et constructif avec nos partenaires.

Ensuite, pour présenter le **Plan Sénégal Emergent (PSE)**, un nouveau programme de développement économique et social que nous voulons lancer avec votre soutien, suite à un diagnostic critique de notre rythme de croissance économique, à partir de nos forces et faiblesses.

D'un côté, il y a nos forces et nos potentialités :

- une position géographique, qui fait du Sénégal une porte d'entrée de l'Afrique de l'Ouest, ouverte sur l'Europe et les Amériques, dans un marché de plus 300 millions de consommateurs, au sein de la

Communauté Economique des Etats de l'Afrique de l'Ouest ;

- la stabilité politique et sociale du Sénégal, héritée d'une longue tradition de démocratie et d'harmonie au sein de la Nation sénégalaise ;
- la stabilité de notre cadre macro économique ;
- et un potentiel en ressources humaines et naturelles que nous voulons davantage valoriser.

Mais de l'autre côté, le diagnostic nous met face à nos limites, qui sont, pour l'essentiel :

- la faible productivité du secteur informel, qui occupe une partie importante de l'économie ;
- notre vulnérabilité aux chocs exogènes ;
- la faible rentabilité de nos investissements publics, pourtant parmi les plus élevés de la sous-région ouest africaine ;

- et, enfin, le retard accusé dans la réforme de certains secteurs indispensables à la compétitivité de l'économie.

En définitive, nous sommes parvenus au constat que notre taux de croissance actuel, à 4,6%, est certes relativement appréciable, mais qu'il **est encore bas et erratique pour induire les changements substantiels de nature à modifier qualitativement les conditions de vie de nos populations.**

Nous avons, par conséquent, décidé de changer de vision et de paradigmes, pour relever le niveau et accélérer le rythme de notre croissance économique. Voilà ce qui a été à l'origine du PSE.

Nous avons mis à contribution plus de 200 sénégalais, de hauts fonctionnaires de l'Administration, ainsi que des personnes ressources du secteur privé, de la société civile et de la diaspora sénégalaise pour

conceptualiser ce Plan pendant de longs mois. Je leur renouvelle tous mes remerciements.

Le Plan Sénégal Emergent repose sur un trépied :

- **susciter la transformation de la structure de l'économie sénégalaise, dans le sens de soutenir une dynamique de croissance forte, durable et inclusive ;**
- **élargir l'accès aux services sociaux et la couverture sociale et préserver les conditions d'un développement durable ;**
- **et enfin, répondre aux exigences de bonne gouvernance, à travers le renforcement des Institutions et la promotion de la paix, de la sécurité et de l'intégration africaine.**

Le PSE n'est pas sorti du néant. Il tire sa substance de la Stratégie Nationale de Développement Economique et Social, mais en lui donnant **une dynamique opérationnelle** devant mener à notre objectif de croissance

économique accélérée, dans le respect des engagements convenus avec nos partenaires techniques et financiers.

Il s'inspire de la gestion axée sur les résultats, et intègre les besoins d'une croissance forte et génératrice d'emplois.

Avec le PSE, nous recherchons un **renouveau productif du Sénégal, fondé, à terme, sur plus de partenariat et moins d'aide**, par l'exploitation optimale des secteurs stratégiques de notre économie, qui portent la croissance et l'emploi, notamment **l'agriculture, les infrastructures, l'énergie, les mines, le tourisme, les Tic et l'habitat.**

Dans chacun de ces domaines, nous avons des besoins à satisfaire, mais également des opportunités d'investissements et de partenariats à offrir.

L'équipe ministérielle qui m'accompagne vous entretiendra de chacun de ces secteurs au cours des sessions qui vont suivre.

Je me limiterai ici à trois piliers majeurs du volet économique du PSE :

- **l'agriculture** : Nous voulons produire plus et mieux, pour atteindre l'autosuffisance alimentaire et pour exporter. Et nous avons les ressources humaines, foncières, hydriques et des avantages comparatifs pour satisfaire cette ambition.

Mais il nous faut davantage moderniser et réorganiser notre agriculture. C'est l'objet du programme de mécanisation en cours du secteur et de réforme de notre système foncier, afin de concilier les besoins de l'exploitation traditionnelle et les performances de l'agro business, pour une production à grande échelle.

En changeant de méthodes pour plus de productivité, nous voulons aussi **surmonter les préjugés qui entourent le métier d'agriculteur.**

Contrairement aux idées reçues, l'agriculture n'est pas une affaire de pauvre, qui s'impose par défaut, lorsqu'aucun autre choix n'est possible.

Tout au contraire, lorsqu'elle est valorisée et structurée, c'est un métier noble, qui permet au producteur de gagner dignement sa vie et de contribuer à la prospérité de la Nation.

Sur ce volet, je souhaite que le Président Kufuor, qui nous rejoindra tout à l'heure, partage avec nous l'expérience qui lui a valu la distinction du World Food Prize 2011.

➤ **S'agissant des infrastructures,** nous poursuivons nos efforts à trois niveaux.

D'abord, la densification du réseau routier, avec 33 projets majeurs en cours, y compris la réalisation de pistes pour désenclaver

certaines zones rurales et faciliter l'accès des produits agricoles au marché.

Ensuite, la réalisation de nouveaux projets d'autoroutes à péage, domaine dans lequel nous avons déjà une expérience concluante de partenariat public-privé ; le développement de nouveaux projets portuaires, notamment le Port minéralier de Bargny-Sendou, et aéroportuaires, dont l'aéroport international Blaise Diagne en cours de finition.

Enfin, la rénovation de notre réseau ferroviaire et son extension vers des zones d'exploitation minière, notamment le fer et le phosphate.

- **Le troisième pilier que je veux évoquer concerne l'énergie :** Ce secteur, qui constitue sans doute un des facteurs de vulnérabilité de notre économie, nécessite des réformes sans délai.

Nous avons, par conséquent, engagé son redressement. Des mesures hardies ont déjà

été prises pour améliorer la gouvernance de la Société Nationale d'Electricité : notamment par l'élimination progressive des locations de générateurs coûteux en combustible, la limitation des subventions et la généralisation, à terme, des lampes de basse consommation.

En même temps, nous poursuivons la diversification des sources, en combinant les énergies fossiles et les énergies renouvelables pour tirer parti des variations de coûts. Nous avons enfin, pris l'option de la production privée par IPP (***Independent Power Producer***), afin d'accroître les capacités de production.

Nous avons déjà entamé l'amélioration de la qualité du transport et de la distribution, pour la fourniture de l'électricité à de meilleurs coûts.

Mesdames, Messieurs,

Notre ambition pour le renouveau productif du Sénégal, c'est aussi la volonté que nous avons de promouvoir, autant dans les textes que par les actes, une meilleure gouvernance politique, administrative et financière de notre pays.

Nous voulons, par une révolution des mentalités et des habitudes, poser les fondements durables de la bonne gouvernance, par une rupture en profondeur dans nos rapports individuels et collectifs avec le service et le bien publics.

Voilà pourquoi, après ma prise de fonction il y a bientôt deux ans, j'ai voulu susciter **un nouvel état d'esprit qui fait de la transparence et de la reddition des comptes la quintessence même de la gestion des affaires publiques.**

C'est le sens de la déclaration de patrimoine que j'ai faite après mon élection, et de la réforme institutionnelle que j'ai initiée, pour mettre notre système démocratique aux standards internationaux les plus exigeants, **dans la stabilité et la modernité des Institutions républicaines.**

Cette réforme ramènera à cinq ans, renouvelables une seule fois, le mandat de sept ans pour lequel j'ai été élu. Elle sera d'application immédiate.

En outre, nous avons engagé un vaste chantier d'assainissement de la gestion des finances publiques.

Au nombre des mesures déjà en cours d'exécution, il y a l'exploitation de rapports d'audit jusque là restés sans suite, la réactivation de la Cour de répression de l'enrichissement illicite, la création de l'Office national de lutte contre la fraude et la corruption (OFNAC) et l'adoption du Code de

transparence dans la gestion des finances publiques.

A ce dispositif, s'ajoute la loi portant déclaration de patrimoine pour les Présidents d'Institutions, les Ministres, les ordonnateurs de dépenses et administrateurs de crédits d'un montant d'un milliard de fcfa au moins (soit environ deux millions de dollars).

Dans le même sens, nous avons réduit et rationalisé nos structures administratives, audité notre fonction publique et pris des mesures pour réduire le train de vie de l'Etat, y compris les dépenses en téléphone et logements administratifs. Ces mesures devraient générer près de 80 millions de dollars d'économies budgétaires pour l'année 2014.

Tous les actes posés dans le sens de la sauvegarde du bien public seront poursuivis sans relâche. C'est une option irréversible.

Nous voulons un Etat moins dépensier dans son fonctionnement, plus généreux et plus efficace dans les investissements publics ; et un Etat moins jacobin dans ses rapports avec les collectivités de base.

Dans ce sens, nous voulons, par l'Acte III de la décentralisation que nous venons d'adopter, favoriser la territorialisation des politiques publiques pour valoriser le potentiel des terroirs dans des pôles de développement local plus rationnels et plus viables.

Nous voulons une société plus juste et plus inclusive ; une société qui donne à chacun de ses enfants, quelle que soit son origine sociale, la chance de réaliser son rêve, par une éducation et une formation de qualité, répondant à ses ambitions et à ses aptitudes.

Nous voulons une société plus équitable ; une société qui, au-delà de la parité hommes/femmes instaurée dans nos Instances électives, ouvre à sa composante féminine la

diversification des compétences et des postes de responsabilité.

Nous voulons une société plus solidaire ; une société où la croissance et la prospérité ne sauraient être une fin en soi, mais aussi un levier pour élargir les services sociaux de base et servir de rempart contre l'exclusion sociale, qui fait le lit des frustrations et des dérives extrémistes. C'est ainsi que nous avons initié la **Couverture Maladie Universelle**, pour l'accès de tous à un minimum de soins de santé, et les **Bourses de Sécurité familiale**, en soutien aux couches sociales les plus vulnérables.

Mesdames, Messieurs,

En ces temps qui courent, je sais que le regard optimiste du monde sur l'Afrique est quelque peu troublé par les situations conflictuelles qui mobilisent l'attention et le soutien de la communauté internationale.

Oui, là où il y a péril, faisons en sorte que la paix, la sécurité et la démocratie soient restaurées.

Mais pour autant, parlons aussi des trains qui arrivent à l'heure et relevons les défis sécuritaires dans une approche inclusive et intégrée.

Œuvrons ensemble pour que ne soit oubliée l'Afrique tranquille ; l'Afrique debout, résiliente, et résolument engagée sur la voie de la paix, de la stabilité, de la démocratie et du développement !

Cette Afrique là ne veut pas se résoudre à la promesse du ***Continent d'avenir***. Elle veut aussi être le ***Continent du présent***. **Cette Afrique n'est pas une part des problèmes du monde. Elle est une part des solutions aux problèmes du monde.** C'est en elle que se reconnaît le Sénégal. Et nous pensons que cette Afrique mérite d'être davantage entendue et soutenue.

Nous sommes conscients que la voie combinée de la démocratie et de la croissance accélérée, pour une société solidaire et ancrée dans la bonne gouvernance est une œuvre de longue haleine.

Elle nous assigne des devoirs difficiles, parce qu'il y aura toujours des performances à améliorer, des obstacles à lever, des erreurs à corriger, et des remises en cause qui exigeront des réformes. **Ces devoirs, nous les assumerons pleinement.** Et nous sommes sûrs que c'est la voie obligée du progrès.

A cette fin, nous mettrons en place une *Delivery Unit* au sein de mon Cabinet, articulée à la Primature et aux points focaux des Ministères, pour assurer le suivi-évaluation du Plan Sénégal Emergent, tant au niveau de l'orientation stratégique que du monitoring des projets.

Nous savons, enfin, que la quête de l'émergence relève d'abord de notre propre responsabilité. **C'est pourquoi le financement du Programme d'Action Prioritaire du PSE sera assuré par le Sénégal, à hauteur de 69%.**

Avec vous, partenaires officiels et privés, nous souhaitons mobiliser le soutien et les investissements nécessaires pour nous accompagner vers l'objectif ultime du **Plan Sénégal Emergent**. **L'objectif ultime, c'est de nous passer de l'aide, par la vertu du partenariat.**

C'est la volonté qui nous anime. C'est notre raison d'être ici. Et c'est, enfin, le sens du message que je souhaitais vous transmettre aujourd'hui.

Je vous remercie de votre aimable attention.